

Enfin, en dépit des nombreux obstacles, le groupe a eu l'impression qu'il y avait encore de l'espoir. Et c'est une chose qu'il nous faut savoir à l'heure actuelle.

Je remercie la Chambre de m'avoir permis de participer au débat aujourd'hui. Je félicite l'auteur du discours du trône d'avoir prévu des mécanismes pour étudier le désarmement, un objectif que nous avons recommandé bien des fois. J'espère que l'organisme sera mis sur pied rapidement, sera doté des fonds nécessaires et confié aux soins de personnes capables de promouvoir un véritable désarmement mondial.

Le président suppléant (M. Corbin): Des questions, des commentaires? Débat.

● (1640)

[Français]

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis très heureux en cette journée du 14 décembre de prendre part au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône afin d'expliquer tous les bienfaits, toutes les mesures intéressantes contenues dans ce document. J'aurais aimé que le chef de l'opposition (M. Mulroney) soit présent. J'avais pris la peine de l'inviter, hier, à être présent, parce que j'avais l'intention de parler de choses que nous deux connaissons très bien, c'est-à-dire la question de la Côte-Nord, de Sept-Îles, de Schefferville, de l'Iron Ore et la création d'emplois.

En premier lieu, je dirai que j'ai été un peu déçu de constater que depuis que le chef de l'opposition siège à la Chambre, il n'a pas encore soulevé une fois le problème de la création d'emplois au sujet de la Côte-Nord. Lorsque je l'écoutais de la Côte-Nord, lorsque le discours du trône était lu, et après les commentaires faits par le chef de l'opposition, j'ai été étonné que le chef de l'opposition ne signale pas au moins une bonne mesure qui concernait directement les gens pour lesquels lui-même avait travaillé. Il s'agissait là de la mesure réclamée par toutes les compagnies minières, par tous les syndicats et par tous les maires des villes nordiques de la région et également par les maires et par les mêmes personnes au niveau du Grand-Nord canadien. Il s'agissait également de la non-taxation des avantages nordiques. Or, la première mesure qui avait été contenue et qui était pratique dans le discours du trône en était une qui concernait directement le chef de l'opposition, et il n'en a même pas fait mention.

Tantôt, il y a environ dix minutes, je parlais avec M. Lawrence McBearty, le président des métaux chez nous, me disant qu'il me remerciait infiniment du travail qui avait été effectué dans ce domaine-là. Il remerciait le gouvernement d'avoir été sensibilisé à cette préoccupation non seulement en ce qui a trait aux travailleurs et aux travailleuses du Nord canadien, mais également pour mieux développer l'ensemble du Nord canadien. Alors lorsque très rapidement on va commenter le discours du trône en disant qu'il s'agissait simplement de politique de «broche à foin», j'aimerais signaler, monsieur le Président, que dans cette «politique de broche à foin-là», il existait des éléments qui touchaient directement les gens de la Côte-Nord et qui constituaient une bataille depuis deux ans. Il est important de le signaler. Si j'en parle, monsieur le Président, il est vrai qu'il y a eu et qu'il y a beaucoup d'amitié entre le

L'Adresse—M. Maltais

député de Manicouagan (M. Maltais) et le chef de l'opposition, mais j'aimerais signaler tout de suite que «amitié» n'est pas synonyme de «complaisance» et de «complicité». Le député de Manicouagan n'a jamais eu à prendre une décision pour mettre des gens à la porte ou pour fermer une mine. Tantôt, si le chef de l'opposition le veut, s'il réussit à arriver à la Chambre, peut-être qu'il pourra, au cours des dix minutes allouées aux questions, répondre à cela. Mais lorsqu'on parle de création d'emplois et que à ce moment-là on aspire à devenir le chef du pays, j'aimerais que notre leader de l'opposition se transforme en leader de propositions, qu'il nous dise concrètement ce qu'il fera pour mettre les gens au travail.

J'écoutais les commentaires à l'Adresse en réponse au discours du trône. Il soulignait que, en 1968, il y avait environ un demi-million de chômeurs et que, maintenant, il y en avait un million et demi. Il est très facile de dire à peu près n'importe quoi à la Chambre et en dehors de la Chambre, étant donné que nous ne possédons que le pouvoir de la parole, mais le pouvoir des faits est plus important et si je voulais «charrier», je dirais simplement que lorsque le président de la compagnie Iron Ore, M. Mulroney, est arrivé, en 1975, à Sept-Îles comme président de la compagnie, on comptait 7,500 employés à la compagnie. Et lorsqu'il a quitté pour aider son parti, semble-t-il, ou son ancien chef, et je pense que le député de Joliette (M. La Salle) se rappelle ces événements-là, il en restait 3,000 et, actuellement il en reste 2,500.

Une voix: Scandale!

M. Maltais: Monsieur le Président, on parle de création d'emplois et de chômage. Je n'ai jamais accusé le président de la compagnie Iron Ore d'être responsable de la crise du fer, et toute l'aide gouvernementale lui a été apportée. Cela est tellement vrai que, à deux reprises, il est venu me rencontrer, ici, à la Chambre des communes, pour trouver des plans, des programmes gouvernementaux pour aider les travailleurs qui étaient mis à pied. Il avait, comme on le dit chez nous, un esprit ouvert et généreux. Ceux qui connaissent les discours du chef de l'opposition savent très bien que ces expressions-là sont souvent évidemment la marque de commerce de notre chef de l'opposition.

Mais, monsieur le Président, c'est le même chef de l'opposition qui s'en vient dire dans des discours de toutes sortes qu'il y a un chef cuisinier et 74 nouilles. Chez nous, lorsqu'on parle du minerai de fer, on parle en termes de «boulettes de fer». Bien, je dirai que les «boulettes de fer» pour parler en termes culinaires ont pris au fond, parce que, chez nous, les gens ont préféré le député de Manicouagan qui leur a aidé directement dans le domaine de la recherche de l'emploi et des modalités à un président de compagnie qui les a abandonnés pour s'occuper de sa carrière et peut-être de celle du député de Yellowhead (M. Clark). Mais il s'agit là d'une question qui touche à l'autre côté. Chez nous, monsieur le Président, le sentiment qui nous a le plus animés est un sentiment profond d'abandon du premier président d'une multinationale dans notre région et qui est originaire de Baie-Comeau. Nous nous serions attendus à beaucoup plus d'égard, de persistance et de recherche de moyens pour aider les travailleurs plutôt que d'aller rapidement saisir le siège de son ancien chef, celui à qui il avait promis une loyauté. Chez nous, cela a été une déchirure importante. Monsieur le Président, il est important de savoir cela.